Française, au *Journal Officiel* du Togo et au *Bulletin Officiel* du Ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 6 août 1951.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,
Lucien COFFIN.

Caisse de retraites

ARRETE N° 632-51/Cab. du 7 septembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-1048 du 27 août 1951 portant répartition de la deuxième contribution supplémentaire des territoires relevant du ministère de la France d'Outre-Mer au service financier de la caisse de retraites (année 1951).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1951.

Y. DICO.

DECRET N° 51-1048 du 27 août 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, notamment son article 71, portant création de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, réglementant la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment les décrets du 31 décembre 1937 et du 21 avril 1950;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse de retraites, dans sa séance du 7 juin 1951,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la deuxième contribution supplémentaire due au service financier de la caisse de retraites pour l'année 1951, par les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, est fixé à 172.859.943 F.

ART. 2. — La répartition de cette somme est fixée ainsi qu'il suit entre ces territoires :

Saint-Pierre et Miquelon.	836.929 F.
Nouvelle-Calédonie.	4.762.549
Etablissements français de l'Océanie.	1.034.793
Afrique occidentale française.	76.639.669
Togo.	1.363.014
Afrique équatoriale française.	11.514.073
Cameroun.	4.520.107
Madagascar.	71.372.787
Côte française des Somalis.	816.022

172.859.943 F.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres,

Le ministre de la France d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Drogues

ARRETE N° 633-51/Cab. du 7 septembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-1053 du 30 août 1951 portant publication du protocole adopté le 8 octobre 1948 par l'assemblée générale des Nations Unies à l'effet de placer sous contrôle international certaines drogues non visées par la convention du 13 juillet 1931.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1951

Y. DICO.

DECRET n° 51-1053 du 30 août 1951.

Le Président de la République,

Vu les articles 31 et 64 de la Constitution;

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères.